ORAN

Les chercheurs et ingénieurs de l'ASAL honorés

Ce jeudi, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Mme Houda Feraoun, est venue à Oran au niveau du Centre de développement des satellites (CDS), pour exprimer des félicitations méritées, dit-elle, à l'équipe d'ingénieurs algériens qui ont réalisé le lancement, avec succès, de trois satellites algériens Alsat-1B, Alsat-2B et Alsat 1N, au mois de septembre 2016.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - La cérémonie d'encouragement des chercheurs et ingénieurs de l'Agence spatiale algérienne a permis aux présents de suivre une présentation des trois projets de satellites algériens lancés avec succès.

L'occasion de rappeler que «la mise en orbite de ces satellites, réalisés et testés par des ingénieurs algériens au niveau du Centre de développement des satellites (CDS) d'Oran, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme spatial national horizon 2020, adopté par le gouvernement, et qui vise, à travers ces instruments stratégiques, à renforcer les capacités de l'Algérie en matière d'observation de la Terre au service du développement durable et du renforcement de la souveraineté nationale».

Durant cette présentation, les chefs de projet et le responsable de mission ont indiqué que l'exploitation en orbite est de 5 ans pour ALSAT- 1 B/2B et de 1 an pour ALSAT-1N. Durant son discours inaugural, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a lu un message du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, adressé à toute l'équipe d'ingénieurs et de chercheurs qui ont contribué au lancement de ces trois satellites.

Le Premier ministre a exprimé sa fierté face au travail accompli, précisant que l'Etat algérien accorde une importance capitale à ce domaine spatial et encourage toutes les initiatives allant dans le sens de la maîtrise des différentes applications au service du développement durable et pour renforcer la souveraineté nationale.

Très fier de l'équipe qui a mené ces trois projets, le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, a tenu à préciser que tous les ingénieurs qui ont travaillé sur ce projet sont issus de l'université algérienne et les satellites sont des produits intégrés en Algérie, précisera-t-il. «Nos ingénieurs continuent à rester modestes parce que le plus dur reste à faire, l'avenir sera de maîtriser les sous-systèmes, c'est-à-dire dans le sens de l'émergence de l'industrie spatiale qui se fera, je l'espère, grâce à l'appui du politique et du ministère de tutelle. La venue et les encouragements de Mme la ministre nous comblent et nous serons à l'image de la confiance qui nous a été témoignée par les hautes autorités.» L'intervenant a fait savoir que les premiers résultats sont révélateurs d'une motivation grande de la part des ingénieurs et de la fraîcheur de leur jeunesse.

Pour la ministre, la fierté est avant tout envers la jeunesse algérienne et toutes les réalisations de l'université algérienne. Et de dire «ces derniers temps, trop de discours ont été relayés concernant la crise économique et concernant la capacité de l'Algérie à surmonter cela, je dis à ceux-là que l'Algérie peut venir à bout de toutes les crises».

A. B.

COMMÉMORATION DU 11 NOVEMBRE

Oran en première ligne

Pour cette année, l'ambassade de France en Algérie a choisi de célébrer les cérémonies de commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 à Oran.

Pour l'occasion, M. Bernard Emié, ambassadeur de France en Algérie, a inauguré ce jeudi au niveau de l'Institut français, l'exposition «L'Algérie et la Grande Guerre-éclats de vie» réalisée par le Lycée international Alexandre Dumas d'Alger. Le lendemain, c'est en compagnie de l'ambassadeur d'Allemagne et du wali d'Oran, que la délégation française a pris part à une cérémonie de recueillement au niveau du cimetière du Petit Lac.

«Cette belle exposition vient rappeler, dira l'ambassadeur de France en Algérie, le lourd tribut payé par les milliers de soldats venus d'Algérie, mais également leurs conditions de vie, leurs faits d'armes, ainsi que l'effort économique et financier fourni par l'Algérie, avec l'apport de dizaines de milliers de travailleurs algériens».

Tout en saluant le travail réalisé par les élèves du Lycée international Alexandre Dumas d'Alger, encadré par une équipe pluridisciplinaire d'enseignants, M. Bernard Emié fait savoir que ces jeunes ont livré leurs impressions et émotions sur les lieux, les évènements ainsi que sur le destin de ces dizaines de milliers d'hommes dont la vie fut bouleversée à jamais.

Constituée de 30 compositions graphiques, l'exposition s'articule autour de huit thématiques, telles que «L'entrée en guerre», «Le recrutement», «Vivre et survivre au front»...

L'exposition voyagera par la suite au sein de nombreux établissements d'enseignement, de Verdun à Marseille tout au long de l'année 2017.

Pour l'ambassadeur de France en Algérie, il est nécessaire de se rappeler que sur les 175 000 jeunes précipités dans la tourmente de la guerre, «près de 26 000 périrent sur les champs de bataille. Ils prirent une part déterminante à ce conflit, aux côtés des soldats venus de toute la France».

Le lendemain de cette exposition, c'est en présence de vétérans de la Seconde Guerre mondiale, que la cérémonie d'hommage commémorant l'armistice de 1918 a eu lieu. Considéré comme étant l'un des pires conflits de l'histoire de l'humanité, cette guerre a coûté la vie à plus de dix millions de militaires et autant de civils. Sans oublier les vingt millions de soldats blessés.

L'occasion pour M. Bernard Emié de rappeler «qu'au-delà des saignées démographiques profondes et des dévastations considérables, dans les villes comme dans les campagnes, c'est l'ensemble de l'équilibre mondial qui en est sorti bouleversé, au détriment d'une Europe lourdement marquée et promise à de nouveaux tourments».

En cette journée de commémoration, l'ambassadeur de France a exprimé une pensée reconnaissante, pour tous les anciens combattants de cette grande guerre, venus de tous les continents. «Souvenons-nous et honorons ceux qui se sont sacrifiés pour nous», dit-il. Après de durs affrontements menés à l'époque, «aujourd'hui, il n'y a pas d'amis et des partenaires plus proches que la France et l'Allemagne. Bien sûr, ce chemin n'a pas été simple, et je veux rendre hommage à l'action des visionnaires et grands hommes d'Etat que furent le chancelier Adenauer et le général de Gaulle, signataires du traité de l'Elysée le 22 janvier 1963.» Dira M. Bernard Emié en s'adressant à l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne.

Pour l'ambassadeur de France, se réconcilier, ce n'est pas oublier, au contraire, dit-il. «Se réconcilier, c'est reconnaître et regarder avec lucidité le passé pour mieux se tourner vers l'avenir. Pour la France et l'Algérie, se souvenir, c'est également souligner cette histoire à la fois riche et douloureuse que nous avons en partage.»

A. B.

IL COÛTE PLUS DE 30 MILLIARDS PAR AN À L'ÉTAT

Le système de subvention à l'heure de la réforme

Les subventions ou encore la paix sociale constituent un énorme fardeau financier pour les dépenses publiques. Cette masse est surtout de plus en plus pesante avec la croissance démographique du pays et la chute des recettes pétrolières. Elle est aujourd'hui sur la table de la réforme.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La Task force, conseillère du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, sur les réformes à prévoir afin de dépasser la crise énergétique et par ricochet la crise financière, considère le remaniement du dogme des subventions absolument fondamental.

L'économiste Alexandre Kateb, membre de ce groupe de travail pour l'élaboration d'un plan de croissance à court et long terme, parle d'un «système de subvention démesuré comparativement à la production qu'il génère». «L'Algérie est l'un des pays les moins performants en terme de rendement des dépenses d'équipements». Autrement dit, «on dépense de plus en plus pour un rendement de plus en plus faible», a-t-il souligné.

En effet, ce système subventionniste et «extrêmement généreux» est désormais «intenable» puisqu'il absorbe plus de 50% des dépenses publiques. Concrètement, «les subventions et les transferts sociaux représentent 15% du PIB (produit intérieur brut), soit 30 milliards de dollars chaque année», a précisé l'analyste ; en rajoutant que «ce chiffre est appelé à se consolider davantage avec le rythme de la croissance démographique actuel». Ayant recommandé «un système de subventions ciblées» dans son rapport de réajustement économique, A. Kateb a expliqué que «certains pays de l'Amérique latine ont réussi à réduire leurs dépenses publiques par deux en élaborant un dispositif de ciblage».

Sur cette même problématique, l'économiste spécifie que c'est «le système de distribution de ces subventions qu'il y a lieu de revoir». Et ce, «en les orientant vers les couches démunies de la société pour ce qui est de leurs besoins en produits alimentaires de base, santé, eau, électricité et gaz». S'agissant des autres catégories sociales, il est tout à fait critique et tout aussi naturel de «mettre un coût réel face à ces prestations». Evidemment, «la réforme s'impose, et la crise énergétique doit être une opportunité pour accélérer le processus du changement socio-économique», a-t-il soutenu.

Une révolution culturelle avant d'être économique

Pour ce membre de la Task force, pour que la transition économique réussisse, il est primordial de commencer par un réajustement culturel, ce qui est naturellement plus complexe. «Pour assurer le succès de cette réforme, on doit l'accompagner par la formation des administrateurs et des fonctionnaires locaux ; et ça, c'est une véritable révolution culturelle», a-t-il soutenu.

Et ce, en insistant sur la nécessité de «libérer l'initiative et l'entrepreneuriat par la simplification des procédures, la décentralisation et la déconcentration de la prise de décision». En effet, «revoir la relation de l'administration avec l'entreprise est la première chose à effectuer car cette première doit être consciente qu'elle est au service de la seconde» au lieu de constituer un frein pour elle.

«Evoluer graduellement vers un modèle basé sur l'investissement privé et non principalement public passe par l'association des partenaires locaux et internationaux dans le financement des projets», a ajouté A. Kateb qui affirme que «les dépenses budgétaires seront fixées à un niveau global de 7 000 milliards de DA pour les trois prochaines années».

Outre la promotion des opérateurs privés comme facteur de croissance, l'économiste évoque la concentration sur «les catalyseurs de croissance». A savoir le développement des infrastructures, transports, chaîne logistique, télécommunications et l'économie du savoir. «L'évolution de ces derniers est critique puisqu'ils ont un effet d'entraînement sur le reste de l'activité économique.»

Aujourd'hui, la fiscalité pétrolière s'essouffle et «la détermination d'autres gisements fiscaux ainsi que la création des mécanismes adéquats pour leur exploitation est une urgence», a conclu l'économiste qui appelle à dissocier la rente de l'économie réelle, de travailler davantage la fiscalité ordinaire, promouvoir le secteur privé et celui du savoir car le système n'a plus les moyens d'être généreux en subventions.

N. B.

COMMUNIQUÉ

La Fondation Slimane Amirat vous invite à assister à la conférence qu'elle organise sur Abane Ramdane au Palais de la Culture le samedi 12 novembre à 14h. Elle sera animée par son neveu, le professeur Belaïd Abane, sur le thème : «La primauté du politique».

JOURNÉES DE LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE

La 10e édition pour bientôt

C'est sous le patronage du ministre de la Communication que se tiendront à Alger, à l'hôtel Aurassi les 11 et 12 décembre prochain, les 10es journées euro-maghrébines de la communication publicitaire.

Cette année il sera question du «rôle de la communication dans la dynamisation de l'activité économique», a-t-on appris auprès de RH. International Communication, entreprise organisatrice de l'événement. Il est vrai que la publicité, en tant que secteur économique propre, demeure le véritable catalyseur de la croissance.

Et cette dixième édition va le démontrer d'une manière aussi claire que possible grâce aux interventions qui seront animées par des représentants des institutions publiques, des experts nationaux, maghrébins (dont marocains et tunisiens) et européens.

On évoquera lors de ce rendez-vous des professionnels non seulement «l'actualisation du cadrage juridique de la publicité en Algérie, afin d'être en conformité avec les normes universellement admises, mais également d'autres sujets qui graviteront autour du digital, des médias ou encore du pilotage de la performance marketing, les nouvelles technologies de communication, l'affichage urbain…

La protection du consommateur des atteintes de la publicité

La publicité mensongère, la publicité comparative ainsi que la publicité de contrefaçon. Des débats qui gagneraient encore plus en enrichissements et qui aboutiraient même à des recommandations profitables pour tout le secteur.

Ces journées s'attendent à accueillir un grand nombre d'entreprises publiques et privées pour profiter de ces communications. Ce qui permettrait également «aux professionnels de communiquer entre eux, et avec les annonceurs lors de ces deux journées qui leur sont dédiées. Le slogan de cette édition étant «Tout savoir-faire a besoin d'un faire savoir» reflète bien le sens de ces journées.

R. N.